

LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : ENTRE LA THEORIE DE COMLOT ET LA POLITIQUE DE PUISSANCE

¹Ludovic MBAYA NSOBA, ²Thierry KALOMBO KASONGO, ³Luvince MBAYA TOBO, ⁴Michée AMISA, ⁵Héritier WAMENGA

¹*Professeur, Enseignant Chercheur à l'Université Libre de Kisangani (ULIKIS) en République Démocratique du Congo, Spécialiste des Etudes en Sciences Politiques et Administratives et Secrétaire Général Académique de l'Université Libre de Kisangani ;*

²*Enseignant-Chercheur à l'Université Libre de Kisangani (ULIKIS) en République Démocratique du Congo, Spécialiste des Etudes en Relations Internationales ;*

³*Enseignant-Chercheur à l'Université Libre de Kisangani (ULIKIS) en République Démocratique du Congo, Spécialiste des Etudes en Droit Economique et Social ;*

⁴*Enseignant-Chercheur à l'Université Libre de Kisangani (ULIKIS) en République Démocratique du Congo, Spécialiste des Etudes en Droit Economique et Social ;*

⁵*Enseignant-Chercheur à l'Université Libre de Kisangani (ULIKIS) en République Démocratique du Congo, Spécialiste des Etudes en Relations Internationales.*

Corresponding Author :

To Cite This Article : NSOBA, L. M., KASONGO, T. K., TOBO, L. M., AMISA, M., & WAMENGA, H. (2024). LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO : ENTRE LA THEORIE DE COMLOT ET LA POLITIQUE DE PUISSANCE. *Journal of Advance Research in Social Science and Humanities* (ISSN 2208-2387), 10(6), 45-55. <https://doi.org/10.61841/3gs6y042>

RESUME

Cet article est une symbiose des compétences scientifiques multidisciplinaires pour mener à bon port cette analyse. Il comporte trois sections. Dans la première, nous démontrons la situation géostratégique de la République Démocratique du Congo (RDC). Cette position de la RDC la prédispose à des menaces de toutes sortes notamment plusieurs dizaines des groupes armés convoitant ses ressources minières à leur profit et au profit des puissances étrangères.

La deuxième section traite la théorie de complot dont est victime la République Démocratique du Congo à l'international. Le vrai problème est que la Communauté internationale est complice de l'instabilité politique et sécuritaire en RDC, complot à l'interne et à l'externe, ce qui entraîne pratiquement son asphyxie, vu qu'elle ne peut pas avoir le contrôle sur ses ressources minières principalement dans la partie Est de la République.

La dernière section établit la politique de puissance en RDC pour donner une orientation à la vie sécuritaire qui est en mal depuis son accession à la souveraineté internationale le 30 juin 1960. Cette politique de puissance a été renforcée par la théorie de Nicolas Machiavel.

Mots clés: Théorie de complot, politique de puissance, facteurs endogènes et exogènes, hard et soft-power

SUMMARY

This article is a symbiosis of multidisciplinary scientific skills to carry out this analysis. It has three sections. In the first, we demonstrate the geostrategic situation of the Democratic Republic of Congo (DRC). This position of the DRC predisposes it to threats of all kinds, including several dozen armed groups coveting its mineral

resources for their own benefit and for the benefit of foreign powers.

The second section deals with the international conspiracy theory of which the Democratic Republic of Congo is a victim. The real problem is that the international community is complicit in the political and security instability in the DRC, an internal and external conspiracy, which practically leads to its asphyxiation, given that it cannot have control over its mining resources mainly in the eastern part of the Republic.

The last section establishes the power policy in the DRC to give direction to security life which has been in difficulty since its accession to international sovereignty on June 30, 1960. This power policy was reinforced by the theory of Nicolas Machiavelli.

Keywords: Conspiracy theory, power politics, endogenous and exogenous factors, hard and soft power

LA PRESENTATION GEOSTRATEGIQUE DE LA RDC

I.1. Situation géographique de la RDC



¹La République Démocratique du Congo de par sa superficie de 2.345.410 km², est le deuxième pays le plus vaste du continent africain après l'Algérie, dont la capitale politique est la Ville-province de Kinshasa. Elle est située en Afrique Centrale, sur l'Equateur et comprise entre 6° latitude Nord et 14° latitude Sud, et 12^{ème} et 32^{ème} de longitude Est.

Elle partage ses frontières d'une longueur de 9.165 Km avec neuf pays, à savoir : au Nord la République Centrafricaine et le Sud-Soudan ; à l'Est l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie ; au Sud la Zambie et l'Angola et à l'Ouest la République du Congo. A ces 9 pays voisins, nous pouvons ajouter un dixième élément auquel notre pays partage ses frontières, eh bien c'est l'Océan Atlantique. En effet, l'ouverture de la mer est un aspect très important et capital en relations internationales et pour les politiques étrangères des Etats. Et bien lorsqu'un Etat n'arrive pas à sécuriser ses frontières maritimes, facilement il peut être la cible des autres qui y trouveront un accès facile.

Avec une population estimée à peu près de 100.000.000 d'habitants, sa monnaie est le franc congolais et sa langue officielle est le Français. Elle a quatre langues nationales : le Tshiluba, le Kikongo, le Swahili et le Lingala.

La RDC est caractérisée par une grande variété de reliefs. On distingue quatre types de relief :

- La cuvette au Centre, qui occupe 48% de la superficie du territoire national et la forêt équatoriale ;
- La plaine côtière à l'Ouest ;
- Les plateaux au Nord, au Nord-Est et au Sud où la végétation est constituée de savanes arborées et entrecoupées de galeries forestières ;
- Les massifs montagneux à l'Est, au Sud-Est et à l'Ouest.

¹ KABEYA TSHUKUKU L., Cours de l'économie de développement, G2 économie, UNIKIN, FSEG, 2010-2011.

²La RDC compte sur son territoire national de nombreux sommets parmi les plus hauts d'Afrique. Les principaux sommets sont : le Pic Marguerite avec 5.119 m d'altitude dans le Sud Kivu ; le sommet Mikeno (4.437 m) ; le Nyiragongo (3.470 m) ; et le Nyamulagira (3.050 m) dans le Nord Kivu.

Les potentialités agricoles existent avec d'énormes étendues des terres arables sur 80 millions d'hectares dont 12 millions seulement sont cultivés. La végétation est propice à l'élevage de gros bétail.

Les ressources minières sont considérables et diversifiées avec : le diamant, l'or, la cassitérite, le chrome, le manganèse, le fer, le cobalt, le cuivre et ses associés, le zinc, le Coltan.

En outre, la RDC dispose d'un potentiel énergétique important et très diversifié, constitué de ressources non renouvelables comme : le charbon, l'uranium, le gaz naturel, le pétrole et les ressources renouvelables, à savoir : le bois, l'énergie éolienne, l'énergie géothermique et les ressources en eau naturelle et thermique.

L'hydrographie est également très dense en RDC et comprend deux Fleuves (fleuve Congo et fleuve Shiloango) et une trentaine de grandes rivières. Les eaux de toutes ces rivières débouchent sur le fleuve Congo, long de 4.700 km avec un débit de 41.000 m³/s à l'embouchure du Congo, deuxième du monde. On dénombre en RDC, 15 lacs d'une superficie totale de 180.000 km². Les potentialités hydroélectriques sont estimées à 106.000 MW dont 42 % sont concentrées dans le seul site d'Inga situé dans la Province du Kongo-Central. Ce potentiel équivaut à 30 millions de tonnes de pétrole par an. En outre, on y trouve d'énormes ressources en eau de surface et souterraine non encore évaluées à travers toute l'étendue du territoire national.

La RDC a une pluviométrie représentant une moyenne de 1 000 mm par an. Cependant, elle est semi-enclavée avec moins de 100 km de littoral sur l'Océan Atlantique. Pour contourner cet enclavement, le pays recourt aux voies routières et ferroviaires donnant accès aux façades Ouest et Sud de l'Afrique. La prédominance de transit est une conséquence de cet état d'enclavement du pays.

Elle dispose également l'une des plus riches biodiversités au monde en raison d'innombrables et variables richesses fauniques et floristiques qui les composent. Il va sans dire que du point de vue de la faune, elle regorge 352 espèces de reptiles dont 33 endémiques ; 168 espèces d'amphibiens, 1086 espèces d'oiseaux dont 23 endémiques ; 421 espèces de mammifères dont 28 endémiques et plus d'un millier d'espèces des poissons. Quant à la flore, tous les embranchements confondus comptent près de 377 familles, 2.196 genres et 10.324 espèces. Son évolution est à la fois liée à l'ancienneté des terrains et à ses origines.

Voilà donc de manière brève comment nous pouvons situer la RDC de par sa situation géographique. Ainsi, parlons de notre second sous point.

FACTEURS DE LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA RDC

Il sied de prime abord de noter que la politique étrangère d'un Etat dépend de plusieurs facteurs qui la déterminent ou l'orientent. Pour éviter de se plonger dans la complexité sémantique du concept de facteur, il est important de retenir en matière de politique étrangère qu'il signifie « fondement », « soubassement », « base ou support » qui détermine ou oriente cette politique.

³Les décideurs de la politique étrangère s'appuient souvent sur l'économie, la culture, l'histoire, la géographie, la démographie, la psychologie, l'armée et l'armement, etc. pour arrêter les options fondamentales de cette politique.

Ainsi, nous analysons chaque facteur dans les lignes qui suivent.

L'analyse de la politique étrangère en ce qui concerne le facteur géographique met l'accent sur les éléments suivants : l'étendue territoriale, la position géographique et le relief.

Point n'est question ici de revenir sur l'étendue territoriale et le relief étant donné que notre premier sous point en a longuement abordé. Cependant, parlant de la position géographique, l'on peut se souvenir du grand penseur

² KABEYA TSHUKUKU L., Op cit.

³ LUKUSA MUBENGA D., *Politique étrangère de la RDC*, cours inédit, ULIKIS, FSSAP/RI, 2017.

Frantz FANON⁴ qui a dit : « *l'Afrique a la forme d'un revolver dont la gâchette se trouve en RDC* ». Effectivement, c'est cette position géographique stratégique qui attire la convoitise des autres, voilà pourquoi la RDC est à tout moment menacée par l'extérieur.

Pour ce qui est du facteur économique, ce sont surtout les potentialités ou les richesses naturelles de l'Etat dont les décideurs ou les analystes tiennent compte. L'étendue de la RDC dispose de beaucoup de richesses naturelles. L'expression de scandale géologique traduit la mesure de potentialités de ce pays. Les richesses naturelles de la RDC couvrent plusieurs secteurs économiques : « l'agriculture, les mines et l'énergie et l'hydroélectrique. Toutes ces potentialités pouvaient donner à la RDC la possibilité de rayonner, de se tendre au-delà de ses frontières et d'être une véritable puissance économique en Afrique et dans le monde, mais hélas ! Cela rend les autres Etats jaloux et en veulent à la RDC.

Abordons maintenant le facteur démographique. Il est à noter généralement que, lorsqu'on parle de facteur démographique, on fait d'abord référence, en politique étrangère, au nombre de la population dont est constitué un Etat. Ensuite, on établit un rapport entre cette population et la puissance de l'Etat car, l'Etat peut utiliser les capacités créatrices de cette population pour développer les ressources naturelles et accroître ainsi le bien-

être de la population ou disposer d'une grande armée dissuasive, une population formée fait développer un Etat, dit-on.

Le capital humain peut donc déterminer la politique de la RDC sur les plans économiques et militaires. Malheureusement, la population congolaise est abandonnée à son triste sort par les gouvernants qui la divisent pour leurs intérêts en lui inculquant les idées tribales et séparatrices.

Quant au facteur psychologique, l'accent est mis sur la personnalité des décideurs politiques. Selon la théorie psycho politique, développée entre autres par Kenneth Boulding et Millar, les décisions des leaders politiques, en politique étrangère comme dans d'autres domaines, sont principalement influencées par leurs perceptions de la réalité qui sont faites des valeurs qu'ils ont intériorisées au fil des années, de l'appréciation qu'ils portent sur leur Etat comme sur les Etats tiers.

Ce slogan vulgaire et virale aujourd'hui, Mboka déjà ebebakala, ngande na kobongisa yango ? Que pensons-nous d'une personne qui déclare ainsi et c'est la même personne qui après quelques temps est élu représentant de la population ou est nommé membre du gouvernement, n'est-ce pas sa perception sera marquée par ce qu'il voyait et disait aussi lui-même ? Voilà pourquoi, un tel dirigeant n'arrivera pas à satisfaire les besoins de la population parce qu'il n'est pas fait pour diriger par exemple.

C'est dans ce cadre que divers auteurs ont tenté d'expliquer la politique étrangère de certains hommes politiques tels Hitler, Staline, Saddam Hussein et bien d'autres par des caractéristiques de leur personnalité psychique, caractéristiques induites à travers l'étude de leur biographie et de leurs comportement vis-à-vis de leurs collègues et de leur environnement social.

Enfin, pour que la politique étrangère d'un Etat puisse être forte et influente, celui-ci doit disposer d'une armée dissuasive, sans celle-ci un Etat ne sera que menacé et attaqué à tout moment, c'est ce que nous remarquons malheureusement pour le cas de notre pays.

LA THEORIE DE COMLOT EN RDC

Parlant de ce thème, nous allons aborder les points suivants :

- Esquisses définitionnelles ;
- Facteurs endogènes et exogènes ;
- Acteurs impliqués ;
- Ainsi que la voie de sortie.

ESQUISSES DEFINITIONNELLES

⁴ Frantz FANON cité par LUKUSA MUBENGA D., *Politique étrangère de la RDC*, cours inédit, ULIKIS, FSSAP/RI, 2017.

Dans cette section, il s'agira de mettre au clair le sens des mots qui forment la thématique notamment « la théorie et le complot ».

THEORIE

Le terme théorie peut être compris selon BRALLARD, comme toute expression cohérente et systématique de la connaissance de la réalité.

Au sens strictement scientifique, ce terme renvoi à une connaissance provoquée par une intuition brillante sur idée créative, mais fondée impérativement sur un raisonnement logique et une confrontation empirique. En d'autre terme, elle repose sur l'observation empirique et sur un raisonnement logique en vue de faciliter ou d'améliorer l'explication, soit la compréhension de la réalité.

COMLOT

Le complot est généralement perçu selon MAZZOCCHETTI⁵ comme étant l'œuvre d'un petit groupe des gens puissants, se coordonnant en secret pour planifier et entreprendre une action néfaste, généralement illégale, affectant le cours des événements de la vie d'un individu, de la sureté d'un Etat, d'une Institution,... force est de souligner que cette définition reflète la réalité des choses, la République Démocratique du Congo fait face à l'instabilité de son territoire depuis son histoire suite au complot lui imposé par certains acteurs sur la scène nationale et internationale.

De son coté, LAROUSSE défini le complot comme une entreprise en préparation formée secrètement entre deux ou plusieurs personnes contre l'intérêt d'Etat, ou au sein même de l'Etat.

Eu égard à ces deux définitions, il sied de distinguer les facteurs endogènes et exogènes.

En Relations Internationales, la théorie du complot marche à cheval avec la théorie réaliste qui est considéré comme étant la théorie de la guerre avec ses variables structurelles dont :

- L'intérêt national ;
- L'équilibre de puissance ;
- Le système international et la polarité.

Parmi les théoriciens réalistes, THUCYDIDE dans son œuvre intitulée « la guerre de Péloponnèse » pense que seul le pays fort qui domine et assoie son hégémonie aux faibles, mais certes, cette grande puissance peut être contre balancer par les pays faibles au cas où ces derniers se réunissent contre elle.

FACTEURS ENDOGENES ET EXOGENES DE COMLOT EN RDC

FACTEURS ENDOGENES

Il y a ici des éléments structurels qui attestent les facteurs endogènes ou internes du complot en République Démocratique du Congo, dont voici :

- L'intérêtégoïste des politiques ;
- La répartition non équitable des ressources du pays ;
- La mauvaise gouvernance ;
- L'écart de train de vie entre dirigeants et dirigés ;
- L'impuissance et l'absence totale de l'autorité de l'Etat.

Comme on le dit, le vrai problème du Congo c'est d'abord le congolais lui-même, certains politiques congolais jouent un double jeu dans le conflit au pays, ils bénéficient des pots de vin et ferment les yeux ou donne l'accès libre à l'ennemi. Ces derniers répartissent mal très mal les richesses du pays, il y a une catégorie de personnes

⁵ Jacinthe MAZZOCCHETTI, *Sentiments d'injustice et théorie du complot. Représentations d'adolescents migrants et issus des migrations africaines (Maroc et Afrique subsaharienne) dans des quartiers précaires de Bruxelles*, La Revue scientifique pour les recherches sur Bruxelles. A lire en ligne sur : <https://journals.openedition.org/brussels/1119>.

qui ont droit de vivre mieux dans un pays où la vie économique est plus chère au-delà de la capacité de la population.

La gouvernance a un rôle à jouer dans le conflit au pays où certains se révolutionnent en prenant les armes en force pour réclamer justice et droit. Et cette répartition non équitable crée un écart considérable entre les dirigeants et les dirigés.

Un autre élément très prépondérant ici est l'absence de l'autorité de l'Etat dans toute l'étendue du territoire national, cela crée une déviation totale dans la gestion du pays et de sa population.

FACTEURS EXOGENES

Parmi les éléments qui constituent les facteurs exogènes ou extérieurs du complot en République Démocratique du Congo, on peut en mentionner :

- La conquête occidentale ;
- La motivation hégémonique des grandes puissances ;
- La convoitise et les intérêts des multinationales ;
- La politique de double vitesse de la communauté internationale.

Les éléments énoncés ci-dessus mesurent avec exactitude le complot sur le plan externe de la République Démocratique du Congo.

En effet, lorsqu'on parle par exemple de la conquête occidentale, cela montre noir sur blanc que la RDC est une terre vierge faite pour enrichir les pays puissances, les Etats-Unis, la France, la Belgique en trouve leurs avantages ici. D'où la stabilité de la République Démocratique du Congo est freinée à leur enrichissement.

Certains éléments attendent la motivation hégémonique des Grandes puissances (Etats-Unis, France, Belgique) sur la situation sécuritaire de la République Démocratique du Congo, ce qui revient à dire que cette dernière doit continuer à faire face à ces mouvements rebelles pour que les Grandes puissances trouvent plus de motivation d'intervenir en RDC notamment à travers les Missions onusiennes.

Les Multinationales ont plus de soixante cinq (65) pourcent de responsabilité de conflit en République Démocratique du Congo. En Juin 2024, la RDC a accusé la Société Apple de pillage en territoire congolais tout en entretenant les groupes rebelles, et a comme base les pays voisins qui sont accusés à plusieurs reprises par la Communauté internationale d'avoir soutenu les rebelles en RDC.

La politique de double vitesse de la Communauté internationale dans le complot en RDC est démontrée par le fait que les pays qui tirent profit en RDC nourrissent et entretiennent les pays déstabilisateurs de la République Démocratique du Congo en coulisse, mais dont en public ils condamnent ces pays. C'est notamment le cas de l'Ouganda qui en fin Juin venait d'être pointé du doigt par un rapport des Nations-Unies d'avoir aménagé les M23 soutenus par le Rwanda, or dans le fond et dans la vérité des choses, ces états (Rwanda et Ouganda) n'auraient pas agi en électron libre s'ils n'étaient pas soutenus de fond par la Communauté internationale pour des intérêts mesquins.

LA POLITIQUE DE PUISSANCE

CONCEPTION GENERALE

La politique de puissance est une stratégie que se donne un Etat ou un groupe d'Etat (Etats-Unis, Russie, Union Européenne ou URSS), pour devenir une grande puissance, ou se maintenir comme grande puissance, et préserver sa souveraineté.

La vision traditionnelle de la puissance repose sur une série limitée de facteurs, dont les capacités militaires. Elle s'est raffinée avec l'introduction du concept de soft power de J. NYE qui souligne l'existence de capacités de persuasion non liées à la coercition. Avec la montée des interdépendances dues à la mondialisation, l'idée de puissance structurelle s'est imposée. Elle met l'accent sur l'importance de la définition du cadre d'action dans lequel opèrent les acteurs de l'espace mondial.

⁶La puissance est la capacité d'un acteur d'imposer sa volonté aux autres ou, selon Max Weber, « toute chance de faire triompher, au sein d'une relation sociale, sa propre volonté, même contre des résistances, peu importe sur quoi repose cette chance ». C'est-à-dire à la fois pouvoir obliger l'autre à agir contre son souhait et l'empêcher d'agir selon sa volonté. Objet de nombreux débats, la puissance est relative et s'inscrit toujours dans une relation dynamique et intersubjective entre les acteurs et dans un contexte historique particulier, d'où la difficulté de hiérarchiser les acteurs selon leur puissance.

DU HARD AU SOFT POWER

L'identification des facteurs de puissance, c'est-à-dire ce sur quoi elle repose, varie considérablement selon les auteurs. La taille du territoire et de la population, l'abondance des ressources naturelles, les capacités militaires ou industrielles, la richesse et le niveau de développement ou le moral national sont souvent mis en avant, sans pour autant faire consensus.

D'une part, la quantification de certains indicateurs est impossible; d'autre part, certains facteurs sont relatifs : une population importante peut être un atout autant qu'un handicap, en fonction du niveau de développement, d'éducation, etc.

Surtout, la puissance d'un État résulte, non de données objectives, mais de la combinaison de ces différents éléments et de la volonté de les utiliser.

Pour de nombreux auteurs, la puissance militaire a longtemps primé, représentant la garantie de la sécurité et de l'indépendance d'un État. Pourtant, dans un monde où les interdépendances (économiques, financières, culturelles, etc.) sont de plus en plus fortes, il devient impossible pour un acteur d'imposer totalement sa volonté aux autres par la contrainte.

Ainsi malgré les discours et les postures martiales de certains dirigeants (Biden, Poutine, Macron, etc.), la puissance fondée uniquement sur la coercition paraît de moins en moins efficace et pertinente; c'est l'« *impuissance de la puissance* » (Bertrand Badie, 2013).

Aujourd'hui, la véritable puissance s'affirme moins de façon brutale ou par la menace que par l'influence, la persuasion et le marchandage. C'est la maîtrise des interdépendances qui importe dorénavant, ce qui se traduit par des processus de domination moins affirmés: il ne s'agit plus de s'imposer et de conquérir, mais de négocier, de convaincre et de contrôler.

Dès lors, les facteurs à privilégier ne relèvent plus seulement de la puissance classique fondée sur la coercition (le hard power, qui passe par les instruments traditionnels de la puissance d'ordre principalement militaire et économique), mais également du soft power. Définie en 1990 par Joseph NYE, la notion de soft power est la capacité d'influence et de persuasion (culturelle, idéologique ou normative) non contrainte qu'exerce un acteur sur les autres. Il implique une capacité d'orienter l'agenda politique mondial et d'y rallier les autres acteurs par la séduction, la construction d'une image positive et la diffusion de valeurs auxquelles ces derniers adhèrent.

PUISSANCE ET MONDIALISATION

La puissance a longtemps été uniquement pensée dans le cadre des relations interétatiques, dans l'idée que les acteurs étaient nécessairement de nature similaire, qu'ils entretenaient des relations directes les uns avec les autres et qu'ils agissaient dans l'espace mondial en suivant des règles de comportement identiques. La puissance reposait ainsi forcément sur des attributs aisément identifiables, liés à la nature étatique des acteurs (territoire, force armée, etc.). Cette conception classique de la puissance a commencé à être remise en cause durant les années 1980, au fur et à mesure de la prise de conscience de l'émergence des acteurs transnationaux. Ces derniers étant organisés de manière réticulaire et non territorialisée, leur capacité d'influence ne peut se comprendre à travers le prisme de la puissance étatique. Elle ne peut non plus être niée, tant est évidente la faculté qu'ont ces acteurs, en particulier les multinationales ou les grandes ONG, à imposer leurs volontés aux autres acteurs, y compris étatiques, ou à les contraindre dans leurs agissements.

⁶ Max Weber, *Économie et société*, 1921 à lire en ligne sur <https://espace-mondial-atlas-sciencepo.fr/fr/rubrique-securite/article-4A03-recompositions-de-la-puissance.html>.

⁷Dans un monde d'interdépendance globale, la notion de « puissance structurelle » proposée par Susan Strange rend compte de la faculté d'un acteur, quelle que soit sa nature, d'influer sur la manière dont l'espace mondial se structure et dont les relations entre acteurs se nouent, et de peser sur la définition des règles en vigueur dans les domaines clés de la compétition internationale.

Susan Strange définit la puissance structurelle comme « la capacité de façonner et de déterminer les structures de l'économie politique globale au sein desquelles les autres acteurs doivent opérer ». Contrairement à la puissance relationnelle (qui s'exerce d'un acteur sur un autre acteur, en lien direct), la puissance structurelle prend en compte l'interdépendance globale générée par la mondialisation : elle sert à établir les règles de comportement qui s'imposent à l'ensemble des acteurs.

Elle concerne en particulier quatre domaines: la sécurité (qui est le garant de l'insécurité), la production (qui décide de ce qui est produit, des modes et des lieux de production), la finance (qui est capable de créer du crédit) et le savoir (qui contrôle la production et l'enseignement des connaissances).

Aujourd'hui, ce qui importe n'est plus d'être le plus fort à un jeu donné mais d'être celui qui fixe les règles du jeu.

LA POLITIQUE DE PUISSANCE EN RDC

Tel que vu sur les deux précédentes sections, la République Démocratique du Congo est un pays potentiellement riche en ressources naturelles, d'autres parlent d'un scandale géologique, ce qui la prédispose à toute sorte de conspiration pour un contrôle illégal de ses ressources. Des théories démontrent que l'instabilité politique et sécuritaire de la RDC profite à la stabilité économique des autres Etats voisins et de certaines puissances étrangères.

Depuis son accession à la souveraineté internationale en 1960, la République Démocratique du Congo est confrontée à toute sorte de crise interne et internationale ; aujourd'hui les rebelles du M23 et les ADF/MTM bouleversent la souveraineté étatique et défient la puissance militaire des FARDC en récupérant des territoires au sein du pays ce qui revient à la violation de l'intégrité territoriale un principe du droit international. Ceci n'aurait pas été possible si ces rebelles ne bénéficiaient pas de la bénédiction de puissances étrangères.

De cette analyse, il nous importe de conclure que la République Démocratique du Congo est victime d'une conspiration internationale depuis des décennies. Ce qui est concluant pour la RDC pour sortir le visage de l'eau, il lui faut certains principes et stratégies pour contrôler son environnement interne et international, ceux-ci à l'exception de certaine mesure diplomatique qui jusque là n'a accoucher que d'une souris ; aussi un homme fort pour défier certains principes du droit international pour sortir de ce carcan d'indépendance⁸ occidental.

Pour soutenir cette solution de politique de puissance en RDC, la théorie de Nicolas de Bernardo MACHIAVEL va nous servir de guide.

⁹L'auteur place la sécurité de l'Etat au centre de tout, et en fait la préoccupation centrale. Il écrit deux (2) ouvrages importants dont l'un sera très célèbre : Discours et le Prince. Dans '**Le Prince**' Machiavel conseil le Prince d'être fort, d'avoir la force du lion pour faire peur et la ruse du renard pour contourner les pièges des ennemis. Il s'intéresse plus à la politique à l'intérieur de l'Etat, et il dit que le Prince doit avoir **la vertu** et **la bravoure** ainsi que **la ruse**.

Machiavel distingue trois (3) types de forces :

- Les Régulières ;
- Les Auxiliaires ;
- Les Mercenaires.

Et conseil au Prince de fonder sa force sur **la force régulière**.

⁷ Susan Strange, *puissance structurelle* à lire en ligne sur <https://espace-mondial-atlas-sciencepo.fr/fr/rubrique-securite/article-4A03-recompositions-de-la-puissance.html>.

⁸ *Carcan d'indépendance* : est ce qu'on appelle ici, l'ensemble des mesures juridiques, économiques, voire politique obligeant certains dirigeants à y marcher en ligne alors qu'eux-mêmes n'hésitent de les fouler au pied pour la poursuite de leurs propres intérêts.

⁹ LUKUSA MUBENGA D., *Théorie et doctrine des Relations internationales*, Cours inédit, Kisangani, ULIKIS/FSSAP/R.I, 2017-2018

Il se dégage ici qu'aujourd'hui la RDC à plus besoin d'un homme fort à la tête du pays, d'un homme qui n'a pas peur de défier l'occident pour l'intérêt du pays. L'actuel président du pays Félix TSHISEKEDI ne fait pas peur ni à KAGAME ni à MUSEVENI, il nous faut un homme à la tête de la magistrature suprême qui défie les lois établies qui ne sont plus conformes à la sortie de crise de la RDC.

Les exemples sont légions :

- Les Etats-Unis ont adopté la politique de puissance au lendemain de la première guerre mondiale avant la guerre froide (1920-1948) contre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) lorsqu'ils se sont révélés être les ennemis directs des USA. Ces derniers ont adopté plusieurs principes de politique de puissances notamment : l'engagement ; mais aussi la politique de d'endiguement de Truman durant la guerre froide (1947-1991) ; la doctrine de représailles massives (1953-1957) ; la doctrine de riposte graduée ; etc.
- En URSS après avoir défini les USA comme menace, il leur a fallu un homme fort pour appliquer une politique de puissance. C'est alors que Staline, une figure emblématique de l'Union Soviétique adulé par les uns comme « Grand timonier, Père des petits peuples », ce dernier est convaincu que la survie de l'URSS comme « **Patrie menacée** » passe par l'acquisition d'une capacité militaire dissuasive à l'intérieur et à l'extérieur. D'où la création d'un complexe militaro-industriel en tant qu'instrument de politique étrangère.

¹⁰Cette définition de Morgenthau est juste, il définit la «puissance» comme «l'emprise d'un homme sur les esprits et les actions des autres». La RDC est sous une emprise idéologique, politique et économique occidentale qui en retour cet occident lui joue un double jeu. Ce qu'il faut pour la République Démocratique du Congo c'est :

- De travailler fort sur sa responsabilité sur tout le plan à l'intérieur comme à l'international en mettant en place une armée dissuasive ;
- De trouver de moyen pour la refondation de l'Etat ;
- D'appliquer les principes sociologiques de l'Etat.

CONCLUSION

Nous venons d'évoquer les problèmes liés à la vie politique et sécuritaire de la RDC. Le but de cet exposé scientifique était de démontrer d'abord les richesses immenses que regorge le pays, puis de démontrer la machination dont est victime la RDC à l'intérieur comme extérieur dont son instabilité profite à l'enrichissement des autres, en dernier lieu de prouver que la seule voie de sortie après les échecs diplomatiques à la crise serait la politique de puissance pour la RDC un peu comme ont fait les Etats-Unis à un moment de leur parcours, ou comme avait fait l'URSS avec Staline pour contrecarrer l'hégémonie américaine.

L'idée ici est de mettre en place une armée dissuasive en abandonnant certaines responsabilités et en faisant du domaine militaire une priorité de la sécurité nationale.

Les Elites congolaises devront saisir l'opportunité qu'offre le pays au regard de ses richesses convoitées par les grandes puissances pour consolider sa souveraineté. Elles devraient se diriger dans une perspective d'électrification, d'industrialisation, de construction des infrastructures de communication, de transport et de sanctuarisation du territoire national en vue de barrer toute tentative de préservation des intérêts de grandes puissances au pays ; mais pour y faire, il faudra être armé de courage, de volonté et du dévouement car, c'est ne pas une mince affaire, ils ne nous laisseront pas en paix puisque notre instabilité est leur profit.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Frantz FANON cité par LUKUSA MUBENGA D., *Politique étrangère de la RDC*, cours inédit, ULIKIS, FSSAP/RI, 2017.
- [2] Hans J. MORGENTHAU, *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*, New York, Knopf.
- [3] Hans J. MORGENTHAU, *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*, New York, Knopf, 1948, p. 13
- [4] Jacinthe MAZZOCCHETTI, *Sentiments d'injustice et théorie du complot. Représentations d'adolescents migrants et issus des migrations africaines (Maroc et Afrique subsaharienne) dans des*

¹⁰ Hans J. MORGENTHAU, *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*, New York, Knopf, 1948, p. 13

- quartiers précaires de Bruxelles*, La Revue scientifique pour les recherches sur Bruxelles. A lire en ligne sur : <https://journals.openedition.org/brussels/1119>.
- [5] KABEYA TSHUKUKU L., Cours de l'économie de développement, G2 économie, UNIKIN, FSEG, 2010-2011.
- [6] LUKUSA MUBENGA D., *Politique étrangère de la RDC*, cours inédit, ULIKIS, FSSAP/RI, 2017.
- [7] LUKUSA MUBENGA D., *Théorie et doctrine des Relations internationales*, Cours inédit, Kisangani, ULIKIS/FSSAP/R.I, 2017-2018
- [8] Max Weber, *Économie et société*, 1921 à lire en ligne sur <https://espace-mondial-atlas-sciencepo.fr/fr/rubrique-securite/article-4A03-recompositions-de-la-puissance.html>.
- [9] Susan Strange, *puissance structurelle* à lire en ligne sur <https://espace-mondial-atlas-sciencepo.fr/fr/rubrique-securite/article-4A03-recompositions-de-la-puissance.html>.

LES AUTEURS :

- [1] Ludovic MBAYA NSOBA, Professeur, Enseignant Chercheur à l'Université Libre de Kisangani (ULIKIS) en République Démocratique du Congo, Spécialiste des Etudes en Sciences Politiques et Administratives et Secrétaire Général Académique de l'Université Libre de Kisangani ;
- [2] Thierry KALOMBO KASONGO, Enseignant-Chercheur à l'Université Libre de Kisangani (ULIKIS) en République Démocratique du Congo, Spécialiste des Etudes en Relations Internationales ;
- [3] Luvince MBAYA TOBO, Enseignant-Chercheur à l'Université Libre de Kisangani (ULIKIS) en République Démocratique du Congo, Spécialiste des Etudes en Droit Economique et Social ;
- [4] Michée AMISA, Enseignant-Chercheur à l'Université Libre de Kisangani (ULIKIS) en République Démocratique du Congo, Spécialiste des Etudes en Droit Economique et Social ;
- [5] Héritier WAMENGA, Enseignant-Chercheur à l'Université Libre de Kisangani (ULIKIS) en République Démocratique du Congo, Spécialiste des Etudes en Relations Internationales.